CERCLE D'ETUDES HISTORIQUES
DE LA SOCIETE JURASSIENNE D'EMULATION

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 12 - Janvier 1996

A Moutier, le 20 janvier!

Vous êtes cordialement invités à participer à l'assemblée générale du CEH, qui aura lieu samedi 20 janvier prochain, à Moutier. Trois points forts marqueront ce rendez-vous annuel traditionnel: la définition du programme d'activité pour les années 1996-1997, l'exposé d'Aline Paupe sur *La perception et la répression de la déviance sexuelle dans les Franches-Montagnes au XVIIIe s.*, la visite du Musée du tour automatique et d'histoire locale de Moutier.

Concernant le premier point, le Bureau proposera la poursuite des activités inaugurées en 1995, avec la parution du *Répertoire des travaux académiques* d'une part, et les réunions de Neuchâtel des étudiants et chercheurs en histoire jurassienne, d'autre part. Le No 2 de la collection, l'ouvrage de Christine Gagnebin-Diacon intitulé *La fabrique et le village: la Tavannes Watch Co (1890-1918)*, paraîtra au printemps. Il faudra mettre en chantier le numéro suivant. La bonne fréquentation des réunions d'étudiants et chercheurs indique qu'elles répondent à une attente. Le Bureau prévoit d'organiser deux nouvelles séances avec présentation et discussion de plusieurs travaux en cours. Dans le cadre du 150e anniversaire de la SJE, le CEH préparera une nouvelle table générale des matières des Actes et cherchera à dresser un inventaire des archives de la société dispersées dans les sections.

L'assemblée générale est l'occasion pour vous, membres, de vous exprimer, de faire part de vos remarques, de vos suggestions concernant les projets que le CEH devrait inscrire à son programme.

La partie administrative sera suivie de l'exposé d'Aline Paupe. Les participants pourront ainsi apprécier les apports d'une recherche qui «s'avère riche en enseignements pour l'histoire de la justice et des mentalités dans le Jura de l'Ancien Régime».

Après le verre de l'amitié et un repas en commun, sous la conduite de M. Roger Hayoz, nous nous rendrons dans une ancienne villa, à proximité des usines Tornos-Bechler, pour y découvrir les trésors du patrimoine industriel local qu'il a réussi à sauvegarder. Le Musée du tour automatique et d'histoire locale, dont il est l'infatigable promoteur, expose une cinquantaine de tours anciens, à poupée mobile et commande par cames, produit-phare de Moutier depuis 1880. On y trouve également une collection d'images et d'écrits concernant Moutier et le Jura. Une visite à ne pas manquer.

Rendez-vous à Moutier, le 20 janvier!

François KOHLER

ANALYSE

Histoire de l'action sociale dans le Jura

Les institutions sociales jurassiennes (et biennoises) au tournant des 19e-20e siècles.

Dans la dynamique du questionnement sur les champs de l'historiographie jurassienne mise en route par les deux précédents numéros de la LICEH, en relation aussi avec des travaux de fin d'études en cours à l'Université de Neuchâtel sur l'orphelinat et l'hôpital de Porrentruy, nous croyons utile de donner un rapide panorama de l'action sociale institutionnelle[1] dans le Jura vers 1900. Peut-être, aussi, cela contribuera-t-il à répondre aux attentes de ceux de nos lecteurs qui, terminant leurs études universitaires, sont à la recherche de sujets pour leur travail de licence[2].

1. La prise en charge de l'enfance abandonnée (orphelinats).

Le réseau des institutions destinées à ce que l'on appelait au 19e siècle l'"enfance malheureuse et abandonnée" se met en place en trois phases, sur un rythme comparable à ce que l'on observe ailleurs en Suisse[3], mais avec une concentration à la fin du siècle surprenante.

Tous les orphelinats (13) dont nous avons trouvé trace ont été créés au 19e siècle, essentiellement entre 1890 et 1914.

A une première vague dans les années 1840 (Porrentruy 1840, Champfahy-Neuveville 1840, Gottstadt-Bienne 1843), succède une seconde série de créations dans les années 1860 (Courtelary 1862, St. Vincent de Paul-Saignelégier 1863/5, réorganisation de Porrentruy 1875).

Mais c'est dès le début des années 1890 que le nombre d'établissement se multiplie, pour passer de cinq à treize en moins de vingt ans : à Delémont (1890 et 1908), à Reconvilier (1894), à La Côte-Noirmont (1897), à Belfond (Goumois), à Sonvillier (1900), à Loveresse (1908), à Charmoille (?vers 1900), à Laufon (1908) enfin. Juste après le guerre, enfin, le projet d'un "Asile jurassien pour enfants arriérés" à Delémont est en discussion.

La fin du siècle est également caractérisée par un changement dans les vecteurs de l'action sociale : à des orphelinats mis sur pied par les communes (Bienne, La Neuveville), souvent à l'échelle du district (Porrentruy, Courtelary, Reconvilier, Delémont, Goumois) sont venus s'ajouter

[1] Pour l'arrière plan législatif, voir: Ludi, Niklaus, *Die Armengesetzgebung des Kantons Bern im 19. Jahrhundert : Vom Armengesetz von 1847 bis zum Armen- und Niederlassungsgesetz von 1897*, thèse Phil. I BE, Bern, 1975, VIII, 399 pages; Moine, Didier, *Arme und Armenpolitik in der Ajoie 1870-1900*, Oberlehrerarbeit, Bâle, 1988, 116, (38) pages.

[2] Sources : Wellauer, Joh., Müller, Joh. (2. Aufl.), *Die Schweizerischen Armenerziehungs-Anstalten*, Schaffhausen, 1878, 229 pages; Niedermann, Wilhelm, *Die Anstalten und Vereine der Schweiz für Armenerziehung und Armenversorgung*, Zürich, 1896, xvi, 388, (1) pages; Le Cointe, A., *Inventaire des institutions économiques et sociales de la Suisse à la fin du XIXe siècle*, Genève, 1900, xvi, 424 pages; Wild, A., *Veranstaltungen und Vereine für soziale Fürsorge in der Schweiz*, Zurich, 1910, xi, 613 pages et (2. Aufl.) 1919, vi, 941 pages.

[3] Martine Ruchat, *L'oiseau et le cachot : Naissance de l'éducation correctionnelle en Suisse romande 1800-1913*, Carouge-Genève, Zoé, 1993; Peter Chmelik, *Armenerziehungs- und Rettungsanstalten: Erziehungsheime für reformierte Kinder im 19. Jahrhundert in der deutschsprachigen Schweiz*, Zürich, Selbstverlag des Verfassers, 1986 (2. Aufl.).

des fondations dues àla bienfaisance privée pour le Jura catholique (Noirmont, Charmoille, Laufon) et, surtout, à l'Etat (Loveresse, Sonvillier).

2. La mise en place du réseau hospitalier.

Le réseau hospitalier jurassien semble se mettre en place pour l'essentiel vers le milieu du 19e siècle, réservé le cas de l'hôpital de Porrentruy, fondé en 1406, mais médicalisé à une date qui reste àdéterminer, vraisemblablement, entre 1830 et 1850. Ce cas mis à part, tous les districts jurassiens, sauf La Neuveville, se dotent de leur hôpital entre 1836 et 1871, suivant en ceci un mouvement général en Suisse : Gemeindespital/Bezirkspital de Bienne (1836/1866), Hôpital du district à Delémont (1849), Hôpital St. Joseph à Saignelégier (1850), Hôpital du district de Courtelary, à St. Imier (1856), Feningerspital des Amtsbezirk Laufen (1869), Hôpital du district de Moutier, à Moutier (1871).

Les années 1880-1914 voient se mettre en place un réseau plus spécialisé : le lazaret de la commune municipale de Bienne en 1883, destiné à l'isolement des malades contagieux, l'asile pour convalescents et incurables de la commune de Bienne (1889), destiné en particulier aux tuberculeux, le pavillon pour tuberculeux de l'hôpital de Porrentruy (? 1910), ainsi que l'hôpital pour enfants de Wildermett (1903). Une institution cantonale, enfin, s'installe en terre jurassienne au tournant du siècle, avec l'ouverture, en 1899, de la "maison de santé" de Bellelay (asile pour aliénés incurables).

Si l'initiative de la mise en place des hôpitaux est à chaque fois différente (initiative privée; commune; groupement de communes), au tournant du siècle, par contre, les hôpitaux semblent tous être devenus des hôpitaux de district : les ressources sont assurées par les communes, avec une contribution de l'Etat allant de 1/10e à 1/3 des dépenses.

3. La prise en charge de la vieillesse.

La chronologie de la mise en place d'établissements destinés spécifiquement à la prise en charge en institution de la vieillesse dans le Jura est conforme, une fois encore[1], à ce qui se passe ailleurs en Suisse romande : la vieillesse pauvre ne devient un souci spécifique que dans le dernier quart du siècle. Jusqu'alors, le vieux est d'abord un malade, un incurable parmi d'autres. C'est ainsi que dans les districts des Franches-Montagnes et de Delémont l'on se contente d'accueillir les personnes âgées pauvres et incapables de travailler au sein des hôpitaux existants, en leur y réservant une partie des places (Hospice de l'hôpital St-Joseph à Saignelégier, 1850) ou des bâtiments (Hospice des vieillards et des invalides du district de Delémont, 1872).

Le premier asile destiné uniquement aux vieillards se crée à La Neuveville en 1864 (Hospice Montagu); suivent l'asile des vieillards du district de Courtelary à St. Imier (1863/1893), la "Pfründeranstalt in Gottstadt" près de Bienne en 1872, l'Hospice des vieillards du district de Moutier, à Châtelat, en 1897 et, enfin, l'Asile des vieillards de l'Ajoie à St. Ursanne, en 1896[2]. En

[1] Voir sur ce sujet: Heller, Geneviève (textes réunis et présentés par), *Le poids des ans: une histoire de la vieillesse en Suisse romande*, Lausanne, SHSR/Ed. d'En bas, 1994, 167 pages.

[2] Jusque-là, on mettait ensemble orphelins et vieillards au Château de Porrentruy.

dernier lieu, des établissements pour personnes atteintes de maladies chroniques et/ou incurables sont établis, à Mâche près de Bienne en 1898 et à La Neuveville en 1906 (Mon Repos).

4. Questions autour de l'histoire de l'action sociale dans le Jura.

Le rapide panorama que nous venons de dresser passe sous silence nombre de formes que prit l'action sociale privée ou semi-publique à la fin du siècle passé : crèches, écoles gardiennes, colonies de vacances, écoles ménagères, "Hilfsvereine", Sociétés St. Vincent de Paul, soins à domicile pour les malades pauvres (soeur visitante) ou encore les Unions chrétiennes de jeunes gens (27 sections et 409 membres dans le Jura bernois en 1899) et la lutte anti-alcoolique (28 sections et 1315 membres de la Croix-Bleue, 18 cafés de tempérance, 1000 adhérents à la ligue patriotique jurassienne contre l'alcoolisme); il faudrait aussi mentionner le mouvement mutualiste : les coopératives de consommation (Bienne, St-Imier par exemple) et, surtout, ancêtres des actuelles caisses-maladies, les sociétés de secours mutuels, une quinzaine en 1899, pour 3143 membres (Bienne compris).

Mais une étude portant sur les seuls orphelinats, hôpitaux et asiles de vieillards pose déjà à elle seule des questions dont l'énoncé excéderait le cadre de cette petite communication; à titre d'exemple, pourtant :

- qui sont les initiateurs ? Curés et pasteurs, conseils communaux, préfets et autorités cantonales, sociétés privées à caractère confessionnel, médecins, instituteurs et industriels : il s'agirait d'établir pour chaque création d'établissement de qui est partie l'initiative, à qui ou à quelles autorités l'on a fait appel, etc : l'on verrait alors en action des rapports sociaux, des mécanismes révélateurs d'une sociabilité, d'une hiérarchie sociale aussi, de pouvoirs locaux et régionaux.
- qui finance ? En particulier, comment se combinent les apports des communes et du canton ? Cela permettrait peut-être de reconsidérer sous un jour nouveau l'imposition à un Jura qui n'en voulait pas de la loi sur l'assistance de 1897, dont l'on peut supposer qu'elle n'est pas pour rien dans la floraison d'établissements à l'extrême fin du siècle.
- la création massive d'institutions sociales dans le second 19e siècle est un phénomène qui se déploie au moins à l'échelle suisse : comment un tel mouvement général a-t-il rencontré la réalité sociale et économique jurassienne ?

L'avenir de la "Sécurité sociale" en Suisse est aujourd'hui l'objet de vifs débats : assurance maternité, allocations familiales, assurance-chômage et assurance-maladie, inscription d'un droit au revenu minimum vital dans la Constitution fédérale et révision des systèmes cantonaux d'assistance publique. Il peut n'être pas inutile d'attirer l'attention d'historiens en quête de sujets sur le passé social de leur région; l'histoire ne nous apportera pas de solution aux défis actuels, mais elle leur rendra le sens que donne l'histoire aux faits humains.

Thierry Christ

COMPTE-RENDU

Premier "séminaire" de recherches du CEH

Le 26 octobre passé, le CEH avait invité ses membres et les personnes intéressées à assister, à Neuchâtel, à une réunion consacrée à la présentation de deux recherches récentes en histoire jurassienne; un peu plus de vingt personnes répondirent à l'invitation.

La première intervention (Corine Maître) a porté sur le Kulturkampf dans le Jura bernois[1]. Inspirée des travaux de, entre autres, V. Turner, R. Schulte et R. van Dülmen, Corine Maître s'est intéressée aux moyens de communication, aux formes de résistance, à la signification du fait religieux dans la vie quotidienne, aux formes d'action différenciées des hommes et des femmes dans les événements accompagnant la volonté politique bernoise d'introduire, dans le Jura Nord, un catholicisme libéral. L'étude est basée sur la correspondance du préfet, des archives judiciaires (tribunal de police), les notes personnelles du curé d'Epauvillers, véritable journal de bord de la résistance.

Il n'est pas possible, dans ce cadre, de présenter les résultats obtenus. Disons seulement combien nous a semblé convaincante l'étude faite par C. Maître des moyens spécifiques de communication et de résistance utilisés par les femmes. Des "troubles" semés par des femmes autour d'un cortège nuptial "vieux-catholique" ont ainsi fait l'objet d'un interprétation qui, pour classique qu'elle soit devenue à la suite des travaux des auteurs mentionnés plus haut, nous a paru particulièrement pertinente : C. Maître réussit à rendre sens à des comportements (siffler une noce, l'accompagner d'un concert de casseroles,...) qui, loin d'être aberrants, déviants, sanctionnent un comportement non conforme, renvoient à une vision de ce que doit être un "bon" rite de passage.

Disons, enfin, combien nous a semblé réjouissant et porteur de promesses un travail historique qui reconsidère des événements que l'on croyait connus (le Kulturkampf) à la lumière d'instruments conceptuels courants dans les Universités de Suisse allemande et d'Allemagne, mais quasi inconnus en Suisse romande. En ceci, le travail de C. Maître est pionnier : *vivat seqùens*!

La seconde communication (Damien Bregnard) a été consacrée à l'histoire du régiment d'Eptingue, régiment jurassien capitulé au service du roi de France entre 1758 et 1792. Partant essentiellement d'une source bien connue des lecteurs des travaux d'A. Corvisier, les *contrôles de troupe*, étudiés en détail pour l'année 1770, D. Bregnard saisit une population militaire de quelques 1500 hommes, à l'aide des critères de l'âge, de la provenance géographique, de la date d'arrivée à la compagnie et du temps d'engagement. Les questions désormais traditionnelles que doit traiter une telle étude ont été abordées : d'où viennent les soldats ? Selon quelles modalités quittent-ils le régiment (mort, désertion, congé normal) ? Quelles sont les causes des morts enregistrées (combat, maladie) ?

A titre d'exemple, l'étude de l'origine des soldats amène aux résultats suivants, pour 1770 : 62.5% des soldats sont sujets du Prince-Evêque, 15% viennent de l'Empire allemand, 11% de la Suisse et des pays alliés et 10% de l'Alsace; pour valider le choix de l'année 1770 comme année-test,

[1] C. Maître, Quotidien religieux, imaginaire villageois et résistance pendant le Kulturkampf dans le Jura bernois, 1873 à 1881, Lizenziatsarbeit, Université de Bâle, 1994, 92 pages.

l'étude a été menée, pour le critère de la provenance seulement, sur une période de trente ans, avec un résultat parfaitement convaincant, puisque, sur cette période, 62.3% des soldats sont sujets du Prince-Evêque; une analyse plus fine montre que la moitié du régiment vient du Nord de l'Evêché, soit le 4/5 des soldats sujets du Prince-Evêque.

Comme l'auteur en convient lui-même, la plus belle source ne peut offrir ce qu'elle ne possède pas. Les contrôles de troupe, ainsi, ne permettent que très mal de saisir les causes de l'engagement au service étranger, le destin des soldats après l'armée, l'éventuel rôle d'anciens soldats dans la Révolution. Mais il n'en demeure pas moins que le travail de D. Bregnard, tout de rigueur, de finesse et de modestie, est un apport significatif à l'histoire du service étranger jurassien et suisse au 18e siècle.

Les discussions qui ont suivi ces deux communications, la qualité de celles-ci, la présence d'une assistance nombreuse et, nous a-t-il semblé, intéressée, nous encouragent à renouveler l'expérience : une prochaine séance pourrait avoir lieu vers le mois d'avril de l'année prochaine, autour de l'histoire de la justice ou de la pauvreté.

Thierry Christ

* * * * * * *

LES FONDS D'ARCHIVES ET NOUS...

Les possibilités de la statistique dans la recherche historique ou comment utiliser une grande base de données pour l'analyse de l'histoire du Jura historique.

Les possibilités de la statistique appliquée au domaine de l'histoire sont peu exploitées en Suisse. Une raison est le manque de données intéressantes à cette fin. Nous avons eu la chance de mettre à jour un fonds de données très riche et encore inexploité.
Une analyse comparative de données en provenance de plusieurs sources différentes peut donc être effectuée à l'aide de certaines méthodes statistiques. C'est un des buts de notre travail.
Ce texte a pour objectif de présenter quelques éléments d'un travail plus étendu.

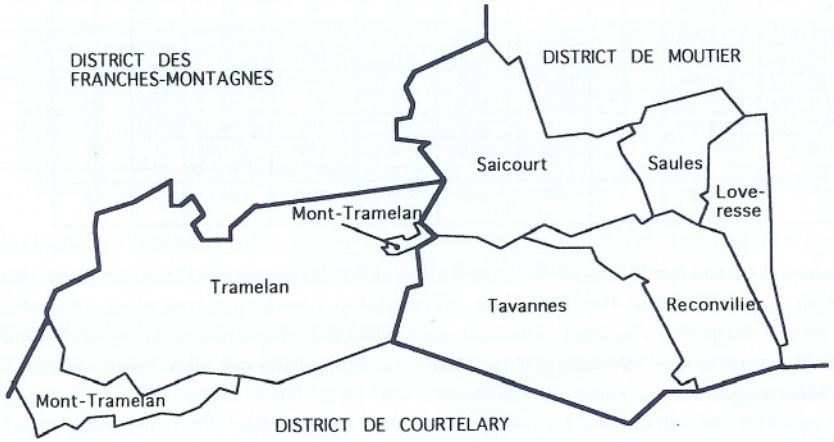
I. LA MÉTHODOLOGIE

À l'aide des recensements cantonaux et fédéraux du XIXème siècle ainsi que des informations trouvées dans les documents de l'assurance contre incendie, obligatoire depuis 1834 dans le canton

de Berne[1], nous avons tenté d'expliquer l'influence de l'évolution démographique sur l'aspect des bâtiments ruraux au dernier siècle dans une partie du Jura-sud.[2]

1. Le cadre régional

Présentons d'abord le cadre régional de notre analyse. Il s'agit des deux paroisses voisines de Tavannes, district de Moutier, et de Tramelan, district de Courtelary. Tavannes englobait à l'époque Loveresse, Reconvilier, Saicourt, Saules et Tavannes. Tramelan se composait de Tramelan-Dessus, de Tramelan-Dessous et de Mont-Tramelan. Les 7 communes sont reportées et mises en rapport avec les districts respectifs dans la carte ci-après :



2. Le matériel à analyser : les documents de l'assurance contre incendie

La base de données comprend essentiellement les informations des documents de l'assurance contre incendie (aujourd'hui assurance immobilière) entre 1816 et 1881. On y trouve des références sur les noms des propriétaires, les dates de la première inscription dans le registre, souvent également les dates des changements de propriétaires, des changements d'affectation, des changements du matériel de construction et parfois les dates des changements de la grandeur d'un bâtiment (Fig. 1).

[1] On trouve la documentation concernant la loi sur la prévention d'incendie et des prescriptions de construction dans les Archives de l'État de Berne (AEB), documents n° BB IV-610, 619, 620, 641, 642, 3908, 4069, 4070.

[2] Les sources relatives à la démographie ont déjà été largement travaillées. Il s'agit notamment des documents B XIII-629-632, BB XIII b-303, BB XIII a-205-223, des AEB et de la base de données BERNHIST, élaborée par Christian Pfister et ses collaborateurs de la "Forschungsstelle für Regional- und Umweltgeschichte" de l'Université de Berne.
Les documents de base concernant l'assurance immobilière se trouvent, pour le district de Moutier, aux AEB. Il s'agit des documents BB IV-600 et "Bezirksarchive" n° 27. Pour le district de Courtelary, on peut consulter à peu près les mêmes documents au Registre foncier à Courtelary. Les documents n° 509, 519, 531-537 viennent d'être inventoriés en été 1995.

Fig. 1 : Un extrait de la base de données concernant la paroisse de Tavannes.[1]

années d'inscription	*lieu*	*propriétaire*	*destination*	*mat. de const.*	*mat. de la toit.*	*longueur (pd)*	*largeur (pd)*	*étages*	*commentaires*
1834/67/79	Tavannes	f, dès 1867 : d	h,g,é,r	m,b	b, dès 1867 : t	34, dès 1879 : 40	34, dès 1879 : 32	1	rép
-	Tavannes	f	h,g,é	m,b	bt	67	58	1	-
1859	Tavannes	f,f	h,g,é	m,b	b	75	55	1	-
1864	Tavannes	f	h,g,é	m,b	b	72	59	1	-
1834/69/74	Tavannes	f,f	h,g,é	m,b	bt	75	50	1	rép
1864/74	Tavannes	f	h,g,é	m,b	t	43, dès 1874 : 60	42	1	-
1860	Tavannes	f	h,g,é	m,b	b	54	53	1	-
1863/1866/1871	Tavannes	d	h,g,é	m,b	-	56	54	1	-
1834/1866	Tavannes	f,f	h,g,é,r	m,b	b	44	42	1	-
1834/1875	Tavannes	f	h,g,é,m	m,b	-	95	45	1	-
1834/1871/1881	Tavannes	f	h,g,é	m,b	-	56	55	1	rép
1862	Tavannes	f	h	m,b	-	40	28	-	-
1862/1879	Tavannes	f,f	h,g,é,r	m,b	b, dès 1879 : t	60, dès 1879 : 80	55, dès 1879 : 78	1	rép
1861/1871	Tavannes	-	h,g,é	m,b	b, dès 1871 : t	60	41	1	rép

Les informations quant aux bâtiments de Tavannes sont celles des documents de l'assurance contre incendie mentionnés ci-dessus. Pour la paroisse de Tramelan les données que nous avons conservées sont les mêmes auxquelles s'ajoutent parfois la valeur estimée ainsi que la somme assurée.[2] Pour Tavannes et Tramelan, nous arrivons à quelque 1500 bâtiments répertoriés, c'est-à-dire environ 3200 observations enregistrées.

3. La quantité de données récoltées

La quantité de données récoltées pose un problème de gestion et de comparaison :

a) Comment est-ce qu'on arrive à gérer ces données sans en perdre la qualité (détails pertinents, etc.) ?

b) Est-ce qu'il y a une possibilité de comparer cette base de données avec des informations démographiques et quel est ce moyen ?

Nous allons exposer ces deux problèmes ci-après.

[1] Les informations sont reprises des documents mentionnés ci-dessus.
Légende : propriétaires : f=nom francophone, d=nom germanophone; destination : h=habitation, g=grange, é=étable, r=remise, m=magasin; mat. de constr.=matériel de construction : m=maçonnerie, b=bois; mat. de la toit.=matériel de la toiture : b=bardeaux, t=tuiles; pd=pieds; rép=réparation.

[2] Registre foncier à Courtelary, les documents n° 509 et 519.

II. QUELQUES RÉSULTATS MARQUANTS

1. La gestion des données : les corrélations et les tableaux croisés[1]

Dans un premier pas nous avons enregistré toutes les informations trouvées dans des variables spécifiques, si possible sous forme binaire.[2]

a) La corrélation comme moyen d'analyse

Pour pouvoir comparer les variables entre elles nous avons procédé à une analyse de corrélation présentée dans la Fig. n° 2.

Fig. 2 : Un exemple de corrélation pour la paroisse de Tavannes.[3]

noms des variables	*A103*	*A104*	*A105*	*A110*	*A127*	*A128*	*A130*
A103	1.0000	.1952**	.2015**	.0594	.0861*	-.0329	-.0237
A104	.1952**	1.0000	.2160**	-.0541	-.1454**	.0984*	-.0841
A105	.2015**	.2160**	1.0000	-.0714	.0256	.1870**	.0857**
A110	.0594	-.0541	-.0714	1.0000	.0975*	-.1580**	-.0991
A127	.0861*	-.1454**	.0256	.0975*	1.0000	-.7202**	-.2519*
A128	-.0329	.0984*	.1870**	-.1580**	-.7202**	1.0000	.7107**
A130	-.0237	-.0841	.0857**	-.0991	-.2519*	.7107**	1.0000

Le programme nous indique directement le degré et le signe de corrélation entre toutes les variables. Les niveaux de signification sont déterminés à 1%=** et à 5%=*.[4]

b) Discussion de l'analyse de corrélation

On constate par exemple dans la Fig. 2 qu'à Tavannes les changements de propriétaires (A103), les changements d'affectations (A104) et les changements des matériaux de construction (A105) sont chaque fois corrélés positivement et significativement entre eux. Cela veut dire qu'un changement de propriétaire entraîne très souvent un changement d'affectation et un changement des matériaux de construction et vice versa.[5]

c) Les tableaux croisés comme outil de travail

L'étude peut se poursuivre à l'aide d'un tableau croisé montré dans la Fig. 3.

[1] Reprise du point I.3.a.

[2] Chaque variable introduite est déterminée par 1 (=oui), 0 (=non) ou case vide (donnée manquante). Les seules variables non binaires sont les incriptions de dates et les villages.

[3] Établi à l'aide du programme SPSS.

[4] La variable A103 indique les changements de propriétaires, A104 les changements d'affectations, A105 les changements des matériaux utilisés pour la construction, A110 la situation d'un bâtiment à l'extérieur du village ou à la montagne, A127 les bâtiments couverts de bardeaux, A128 les bâtiments couverts de tuiles, A130 les changements de bardeaux en tuiles d'une couverture de toit.

[5] Dans ce type d'analyse, le lien causal n'est pas déterminé explicitement. Il laisse place à l'interprétation.

Fig. 3 : Un exemple d'un tableau croisé pour la paroisse de Tavannes.[1]

effectif *% du total*	*A110 NON* *%*	*A110 OUI* *%*	*ligne total* *%*
A103 NON *%*	196 35,2%	32 5,7%	228 40,9%
A103 OUI *%*	268 48,1%	61 11%	329 59,1%
colonne total *%*	464 83,3%	93 16,7%	557 100,0%

La variable A103 signifie "changements de propriétaires" et A110 "situation d'un bâtiment à l'extérieur du village ou à la montagne"

Nous avons pu constater pour 329 (= 59,1%) des 557 bâtiments analysés à Tavannes un changement de propriétaire (A103); 93 (=16,7%) bâtiments se trouvaient à l'extérieur du village (A110).
Nous pouvons déduire deux choses : (1) les changements de propriétaires sont assez fréquents et (2) le village a une fonction centralisatrice car plus de 4 bâtiments sur 5 se trouvent dans le village même.
On peut pareillement discuter les résultats obtenus par le croisement de ces deux phénomènes. Il n'y a que 61 changements de propriétaires à l'extérieur du village contre 268 changements de propriétaires dans le village; à l'extérieur du village, 32 bâtiments seulement n'ont pas connu de changements de propriétaires. À l'intérieur du village on trouve 196 bâtiments sans changements de propriétaires. Le pourcentage de changements est plus élevé à l'extérieur du village, qu'au village même. Ou autrement dit, on se sépare moins facilement d'un bâtiment dans le village même, que d'un bâtiment situé à l'extérieur. Une partie des bâtiments à l'extérieur du village servait à l'époque comme métairie ou bergerie. Il ne s'agissait donc pas forcément de bâtiments principalement destinés à y vivre pendant toute l'année. Il le sont parfois devenus à la suite d'un changement de propriétaire.
Les corrélations ainsi que les tableaux croisés nous ont donc fourni une quantité d'informations qu'il aurait été impossible de déterminer autrement.

2. Une possibilité de comparer notre base de données avec des informations démographiques[2]

Pour l'analyse comparative entre les deux types de bases de données, les chiffres démographiques des recensements et les données récoltées dans les documents de l'assurance contre incendie, il fallait procéder différemment car ces données n'étaient pas de même type.
En nous inspirant de la littérature récente [3] qui porte sur des études similaires à la nôtre, nous avons pu retenir une méthode adéquate.
Les deux phénomènes que nous aimerions comparer, d'une part le développement de la population (plusieurs facettes) et d'autre part les transformations des bâtiments ruraux, sont deux processus plus ou moins linéaires et fonction du temps. Une méthode utilisée qui convient à ce genre de problème est la régression de Poisson.[4]
Présentons brièvement de façon générale et sans entrer dans les détails statistiques quelques résultats obtenus concernant la couverture du toit à l'aide de la régression de Poisson.

[1] Établi à l'aide du programme SPSS.
[2] Reprise du point 1.3.b.
[3] Histoire économique et société, Paris; Historical Methodes - Journal of Quantitative and Interdisciplinary History, Washington DC; History and Computing, Oxford University Press, Oxford; Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte, Akademie Verlag, Berlin.
[4] Laurent Donzé du séminaire d'économétrie de l'Université de Fribourg nous a aimablement mis à disposition un programme spécialisé dans ce sens.

Jusqu' à la fin du XVIIIème siècle, les toits des fermes jurassiennes étaient de bardeaux. C'est dans le dernier siècle que la couverture des toits jurassiens s'est fortement transformée. On sait que la nouvelle loi en la matière de 1834 a eu une influence déterminante sur ce changement. Montrons qu'il y a eu encore d'autres facteurs.
Signalons d'abord quelques points clés concernant la couverture respectivement en bardeaux et en tuiles.

a) Les bardeaux

La couverture des toits en bardeaux diminue jusqu'au milieu du XIXème siècle, pour augmenter de nouveau légèrement pendant la deuxième moitié. Ce phénomène est plus marqué pour les grandes communes, mais la petite commune de Mont-Tramelan occupe une place très importante, directement derrière Tramelan. La grandeur de la commune et l'époque respective ont une influence prépondérante.

b) Les tuiles

Le nombre de toits couverts de tuiles évolue au cours de la période analysée. Après une hésitation pendant les années 1846-1850, les tuiles regagnent de plus en plus d'importance. C'est vers la fin de la période analysée qu'on remarque une certaine stagnation. Le cours du temps constitue l'influence la plus marquante pour la progression de ce type de couverture de toit.

c) L'influence de la couverture du toit sur les autres facteurs analysés

En inversant les rôles, on peut mettre en évidence un certain effet du type de couverture de toit sur d'autres phénomènes.
La couverture en bardeaux et en tuiles a influencé les changements de propriétaires. Les propriétaires de bâtiments couverts de tuiles ont eu une tendance plus grande de vendre leur bien que les propriétaires de bâtiments couverts de bardeaux. Tentons d'expliquer ce phénomène. Les bâtiments couverts de bardeaux sont normalement plus vieux et depuis longtemps en possession de la même famille. Ils ont donc une valeur matérielle moindre et une valeur sentimentale plus grande; l'attraction de vendre est réduite. Une autre explication se trouve dans des raisons purement économiques. L'argent manque pour couvrir la toiture en tuiles, lesquelles étaient rares et chères surtout pendant la première moitié du XIXème siècle.[1]
En conclusion, nous pouvons dire que ce sont surtout les nouvelles constructions qui sont couvertes de tuiles.

d) Le changement de bardeaux en tuiles

Quelques influences sur le phénomène des changements de bardeaux en tuile sont mentionnées ci-dessous.
La croissance de la population est un facteur qui a un effet positif sur le nombre de changements de bardeaux en tuiles. Par contre le mouvement migratoire n'a pas d'influence directement significative.
Le premier tiers du XIXème siècle a une influence fortement positive et significative sur les changements de bardeaux en tuiles. Cela ne peut pas être expliqué par l'introduction d'une nouvelle loi sur les toitures en 1834. Un effet de la nouvelle législation ne peut se manifester que plus tard. Quelques raisons sont données ci-après.

[1] AEB, documents n° BB IV 610, 619, 620, 642, 644, 645, 646

Si l'on considère chaque commune individuellement, on constate que leur effet est très variable. La commune de Tramelan a une influence petite malgré sa taille et l'incendie qui ravage le village en 1839. Les maisons brûlées ont plutôt été abandonnées que reconstruites. L'influence la plus marquée vient de la commune de Tavannes. Saules et Mont-Tramelan n'ont pas d'influences significatives.
Les changements de propriétaires en général n'ont qu'une influence faible sur les changements de bardeaux en tuiles. Cependant, il existe plusieurs nuances selon les différents groupes de propriétaires.
Les cinq groupes de changements de propriétaires distingués sont (1) les changements entre deux propriétaires francophones, (2) les changements entre un propriétaire francophone et un propriétaire germanophone, (3) les changements entre deux propriétaires germanophones, (4) les changements entre un propriétaire germanophone et un propriétaire francophone et (5) les autres types de changement. La dernière catégorie englobe surtout les changements où sont impliquées des communes ou des paroisses. S'il s'agit de changements du type (1) et (4), l'influence sur une transformation de bardeaux en tuiles est positive et significative. Mais l'influence des changements du type (2) et (3) est encore beaucoup plus positive et significative. Les nouveaux propriétaires germanophones sont donc plus fortement susceptibles de remplacer des bardeaux par des tuiles. Il peut s'agir (a) d'un sens de progrès plus développé, (b) d'une habitude, parce que les tuiles sont déjà plus répandues dans leur pays d'origine, (c) d'une volonté d'être plus en accord avec l'autorité qui exige des tuiles depuis 1834, (d) d'une crainte plus grande des incendies et (e) d'un pouvoir financier plus fort.
Les incendies ont une influence positive, mais peu marquée. Une maison brûlée est souvent abandonnée. Ce fait peut être confirmé par les documents trouvés concernant l'incendie de 1839 à Tramelan.[1]
La conclusion est qu'au cours du temps les bardeaux disparaissent des toits jurassiens, phénomène qui s'explique par diverses raisons, dont en particulier le type de propriétaire. À ce sujet, l'influence du mouvement migratoire, observée à travers les changements de propriétaires, semble non négligeable.

III. CONCLUSION

Avec la méthode choisie il est possible de trouver des résultats qui auraient échappés à une simple consultation des documents.
À ce titre, les méthodes statistiques peuvent apporter à l'historien des éclairages intéressants ou des confirmations d'hypothèse, et se relèvent être une voie de recherche supplémentaire.
Mais il ne faut pas négliger que toute méthode a ses limites. Les méthodes statistiques doivent être adaptées aux problèmes concernés et ne peuvent pas toujours trouver des résultats convaincants.

Christine Schären, Université de Fribourg, décembre 1995

[1] Registre foncier à Courtelary, le document n° 509.